Raúl Castro réaffirme que Cuba n'acceptera jamais des conditions portant atteinte à sa souveraineté

Discours prononcé par le Général d'Armée Raúl Castro Ruz, Premier Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste de Cuba et Président du Conseil d'État et du Conseil des Ministres à la VIe Période de Sessions de la VIIIe Législature de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire, au Palais des Congrès, le 29 décembre 2015, « 57e Année des la Révolution »

Camarades:

Une année de travail intense et de résultats positifs pour le pays touche à sa fin. Ces derniers jours nous avons eu assez d'activité : le 18 décembre dernier s'est tenue une réunion du Conseil des Ministres dédiée, entre autres questions dont les médias se sont faits largement l'écho, à évaluer les résultats de l'économie au cours de cette année et les propositions de plan et de budget pour 2016 approuvées aujourd'hui par cette Assemblée Nationale.

Samedi dernier, le 12e Plenum du Comité Central du Parti a analysé la situation économique et, dans le cadre de la préparation du Septième Congrès du Parti, l'on a analysé la proposition de Conceptualisation du Modèle Économique et Social Cubain de Développement Socialiste et le rapport sur

l'accomplissement des Objectifs approuvés lors de la Première Conférence Nationale du Parti, qui s'est tenue en janvier 2012.

Comme il est habituel, au cours du travail en commissions, nos députés ont débattu avec profondeur de ces thèmes de l'économie, ce qui me permet de m'arrêter seulement sur quelques questions.

Malgré l'impact de la crise économique internationale, aggravé dans notre cas par les effets du blocus étasunien qui reste intact, ainsi que par les restrictions financières externes qui se sont accentuées au cours du second semestre, le Produit Interne Brut (PIB) a connu cette année une croissance de 4%, ce qui est, incontestablement un bon résultat au milieu de ces circonstances.

Tous les secteurs productifs connaissent une croissance, bien que certains n'arrivent pas à atteindre les chiffres prévus. Les services sociaux maintiennent des niveaux similaires à ceux de l'année dernière.

Le nombre de touristes s'est élevé à trois millions et demi, ce qui constitue, la croissance la plus importante enregistrée depuis que le pays a décidé de parier sur le développement du tourisme. L'on ne peut pas oublier que ce résultat a été obtenu bien que Cuba reste encore le seul pays au monde que les citoyens étasuniens ont interdiction de visiter comme touristes.

Malgré les limitations financières que nous continuons à affronter, nous avons honoré les engagements pris dans les différents processus de rééchelonnement des dettes contractées envers des créanciers étrangers et la tendance s'est renforcée à la récupération progressive de la crédibilité internationale de notre économie.

La plus récente preuve concrète dans cette direction a été l'important accord multilatéral conclu le 12 décembre dans la capitale française avec les 14 pays créanciers de Cuba qui forment le Groupe ad hoc du Club de Paris, ce qui a permis de résoudre un vieux problème, en prenant en considération la réalité et les possibilités de l'économie cubaine.

Cet accord ouvre une nouvelle étape dans les relations économiques, commerciales et financières avec les pays participants car il facilite l'accès à des financements à moyen et à long terme qui sont très nécessaires pour la réalisation d'investissements prévus dans nos plans de développement.

Je réaffirme la volonté du gouvernement cubain d'honorer les engagements résultant de cet accord et d'autres encore conclus au cours du rééchelonnement de la dette avec d'autres États et leur secteur privé.

Je dois rappeler aussi la portée stratégique de l'accord signé avec le gouvernement de la Fédération de Russie pour le financement, dans des conditions avantageuses, de quatre générateurs de 200 mégawatts chacun pour la production d'électricité et la modernisation de l'industrie sidérurgique.

L'année prochaine, le Produit Interne Brut continuera à augmenter, mais il le fera à un rythme inférieur, de 2%, car l'on prévoit des limitations financières associées à la chute des recettes des exportations de nos produits traditionnels à cause de la baisse de leurs prix sur le marché international, comme cela est le cas, par exemple, du nickel.

D'autre part, bien que la tendance à la baisse des cours du pétrole soit bénéfique pour nous car elle nous permet de réduire la facture d'importation d'aliments, de matières premières et de produits manufacturés, il est tout aussi vrai que les relations de coopération mutuellement avantageuses existant avec plusieurs pays, en particulier avec la République Bolivarienne du Venezuela, soumise à une guerre économique ayant pour but d'enlever l'appui populaire à sa Révolution, connaissent des difficultés depuis cette même année 2015.

Dans ces circonstances, il n'y a pas de place, comme Fidel nous l'a toujours appris, au moindre défaitisme, bien au contraire. L'histoire de la Révolution est pleine de pages glorieuses face aux difficultés, aux risques et aux menaces.

Nous devons mettre en valeur, au maximum, les réserves d'efficacité, concentrer les ressources dans les activités qui permettent d'obtenir des recettes des exportations et qui remplacent des importations ; rendre plus efficace le processus d'investissements et augmenter les investissements dans le secteur productif et dans l'infrastructure, en accordant la priorité à la soutenabilité de la production d'électricité et à l'élévation de l'efficacité dans l'utilisation des sources d'énergie.

Nous devons, en même temps, réduire n'importe quelle dépense non-indispensable et utiliser les ressources dont nous disposons d'une façon plus rationnelle afin de développer notre pays.

Malgré les limitations, les services sociaux gratuits qui sont à la disposition de tous les Cubains leur seront assurés à des niveaux similaires à ceux de ces dernières années.

Nous aborderons maintenant quelques thèmes de la politique extérieure.

Dans les propos que j'ai tenus le 15 juillet dernier, à la clôture de la Ve Période Ordinaire de Sessions de l'Assemblée Nationale, j'ai signalé, et je cite : « Nous constatons que l'on a lancé une offensive impérialiste et oligarchique contre les processus révolutionnaires progressistes latino-américains, à laquelle nos peuples feront face avec détermination » (fin de citation).

Nous sommes sûrs que de nouvelles victoires de la Révolution Bolivarienne et chaviste viendront sous la direction du camarade Nicolás Maduro Moros, président de la République Bolivarienne du Venezuela, face aux attaques déstabilisatrices permanentes de la droite, encouragée et appuyée depuis l'étranger.

Nous avons confiance dans l'engagement des révolutionnaires vénézuéliens et de leur peuple, majoritairement bolivarien et chaviste, envers le legs de l'inoubliable président Hugo Chávez Frías.

Nous sommes persuadés du fait que, tout comme il l'a fait en 2002, lorsqu'il a empêché l'aboutissement du coup d'État contre le président Chávez, le peuple vénézuélien et l'union civique et militaire, ne permettront pas le démantèlement des acquis de la Révolution et qu'ils sauront transformer ce revers en victoire.

En réitérant la solidarité de Cuba, qui sera toujours aux côtés de la Patrie de Bolívar, nous appelons à la mobilisation internationale en défense de la souveraineté et de l'indépendance du Venezuela et pour que cessent les actes d'ingérence dans ses affaires intérieures.

Au Brésil, l'oligarchie n'épargne pas non plus d'efforts pour essayer de renverser la présidente Dilma Rousseff moyennant un coup d'état parlementaire. Que parviennent à elle et au peuple brésilien frère notre solidarité et notre appui dans la bataille qui est livrée en défense des acquis sociaux et politiques obtenus durant ces 13 ans de leadership du Parti des Travailleurs.

L'histoire démontre que quand la droite arrive au gouvernement, elle n'hésite pas à démanteler les politiques sociales, à bénéficier les riches, à rétablir le néolibéralisme et à appliquer des thérapies de choc cruelles contre les travailleurs, contre les femmes et contre les jeunes. Des décennies de dictatures militaires en Amérique Latine et de nouvelles méthodes de déstabilisation contre des gouvernements progressistes, nous ont appris que l'impérialisme et la droite ne renoncent pas non plus à la violence pour imposer leurs intérêts.

Dans ce contexte régional plein de risques et complexe, il est essentiel de défendre l'unité de la Communauté des États Latino-américains et Caribéens (CELAC) en tant que mécanisme indispensable, légitime, unitaire et divers de concertation politique et d'intégration, qui a permis de rassembler, pour la

première fois, avec un objectif commun, les 33 pays de Notre Amérique.

La Proclamation de l'Amérique Latine et des Caraïbes comme Zone de Paix, signée par tous les chefs d'État et de gouvernement au II Sommet de la CELAC qui s'est tenu à La Havane en janvier 2014, est une base solide pour développer les relations entre nos pays et à l'échelle internationale.

Nous nous sentons optimistes en raison des progrès faits aux conversations de paix entre le Gouvernement colombien et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie-Armée du Peuple, processus qui est plus proche que jamais de la conclusion d'un accord mettant fin au conflit armé qui saigne à blanc ce pays depuis plus d'un demi-siècle. Nous continuerons notre travail impartial en tant que garants et siège du processus.

Le mois prochain Cuba assumera la Présidence de l'Association des États de la Caraïbe avec l'engagement ferme et invariable envers la cause de l'unité et de l'intégration latino-américaine et caribéenne.

Comme la presse nationale et étrangère le diffusent jusqu'à présent, il y a actuellement , au Costa Rica, plusieurs milliers de citoyens cubains qui y sont arrivés en provenance d'autres pays de la région avec l'intention de voyager aux États-Unis. Ces personnes, qui sont sorties de Cuba de façon légale, deviennent des victimes de trafiquants sans scrupules et de bandes de délinquants qui n'hésitent pas à mettre en danger la vie des migrants cubains.

Notre gouvernement est en contact permanent, depuis le début même de cette situation, avec les gouvernements de la région, dans la recherche d'une solution adéquate et rapide, comme l'a demandé aussi le Pape François, en prenant en considération les conditions difficiles dans lesquelles se trouvent ces personnes. Cuba a réitéré son engagement envers une émigration légale, ordonnée et sûre ainsi qu'envers le droit de voyager et d'émigrer des citoyens cubains et de rentrer au pays en respectant sa législation migratoire.

Comme le signale la Déclaration du Gouvernement Révolutionnaire du 1er décembre, la politique de « pieds secs-pieds mouillés », le programme ayant pour but d'obtenir la désertion de médecins cubains et la Loi de Rajustement Cubain restent le principal encouragement à l'émigration irrégulière vers les États-Unis.

Les migrants latino-américains et caribéens méritent aussi un traitement humain et juste. Les pratiques abusives et discriminatoires, la violation de leurs droits humains, la séparation des familles, la détention cruelle et l'expulsion d'enfants non-accompagnés doivent cesser.

Passons à un autre sujet : comme nous l'avons averti de façon opportune, la politique de sanctions unilatérales contre la Russie et le resserrement du siège de l'OTAN autour de ses frontières, n'a fait que créer un climat de plus grande instabilité et d'insécurité dans la région.

La crise humanitaire provoquée par les vagues de réfugiés vers le continent européen à cause des conditions de conflit et de pauvreté découlant de l'ordre économique international injuste, des guerres non-conventionnelles et des actions déstabilisatrices de l'OTAN en Afrique du Nord et au Moyen Orient, a continué à s'aggraver. L'Europe devrait assumer sa responsabilité et garantir le respect des droits humains de ces personnes et contribuer à la solution des causes de ce phénomène.

Nous réitérons le droit du peuple syrien de trouver une issue digne à ses problèmes avec la participation des autorités légitimes de ce pays, sans ingérences étrangères et en préservant sa souveraineté et son intégrité territoriale.

En septembre dernier, nous avons accueilli, avec admiration, respect et affection le Pape François, l'année même à laquelle nous commémorons le 80e anniversaire de liens ininterrompus entre le Saint

Siège et Cuba. Nous avons apprécié sa prêche en faveur de la paix et de l'équité, de l'éradication de la pauvreté, de la défense de l'environnement et ses analyses sur les causes des principaux problèmes qui touchent aujourd'hui l'humanité.

Pendant l'année qui prend fin, nous avons assisté à un renforcement du dialogue politique bilatéral comme en témoignent les visites à Cuba de 184 délégations étrangères dont 25 conduites par des chefs d'État ou de Gouvernement de toutes les régions du monde.

En septembre dernier, nous avons participé aux côtés de la majorité des chefs d'État et de gouvernements de la planète au Sommet de l'ONU pour l'Adoption de l'Agenda 2030 qui a approuvé un nouveau cadre pour le développement durable, dans le but de réduire la pauvreté extrême, la faim, les maladies, l'inégalité entre les genres, le manque d'accès à l'éducation, aux infrastructures essentielles et la détérioration de l'environnement

Les engagements et les actions du monde industrialisé sont toujours insuffisants. Seule la construction d'un nouvel ordre économique international et d'une nouvelle architecture financière globale, permettra que les pays du Sud puissent atteindre les objectifs approuvés.

La communauté internationale a maintenu sa condamnation du blocus étasunien à différents forums, spécialement au Sommet de l'ONU et au segment de haut niveau de l'Assemblée Générale de l'ONU auquel j'ai eu l'opportunité de participer et au cours desquels des dizaines de chefs d'État et de Gouvernement ont demandé la fin du blocus.

Le 27 octobre dernier, 191 États membres de l'ONU ont appuyé la résolution cubaine, geste que notre peuple apprécie profondément et qui démontre que le monde n'oublie pas que le blocus existe toujours.

Nous avons réitéré au gouvernement des États-Unis que pour normaliser les relations bilatérales, le blocus doit être levé et le territoire qu'usurpe la Base Navale de Guantánamo doit être restitué, tout comme je l'ai expliqué dans ma déclaration au Conseil des Ministres du 18, dans laquelle j'ai réaffirmé, en plus, que l'on ne doit pas prétendre que Cuba abandonne la cause de l'indépendance ou renonce aux principes et aux idéaux pour lesquels plusieurs générations de Cubains ont lutté pendant un siècle et demi.

Pour avancer dans ce processus, l'on doit respecter le droit de chaque État de choisir le système économique, politique et social de son choix, sans ingérence d'aucune sorte. Nous n'accepterons jamais des conditions portant atteinte à la souveraineté et à la dignité de la Patrie.

L'essentiel maintenant est que le président Barack Obama use, avec détermination, de ses amples prérogatives exécutives pour modifier l'application du blocus ce qui donnera un sens à ce qui a été obtenu et qui permettra que des progrès solides soient faits.

Cela fait à peine un mois et demi, nous avons tenu des meetings pour le 40e anniversaire de l'indépendance de l'Angola et du début de l'Opération Carlota. Ils ont permis d'évoquer la contribution internationaliste de notre peuple à cette épopée héroïque dont les protagonistes ont été les Angolais, les Namibiens et les Cubains et qui a modifié de façon définitive la carte politique de l'Afrique Australe et qui a accéléré la fin du régime ignominieux de l'apartheid.

Nous apprécions, de façon spéciale, la solidarité de l'Union Africaine avec Cuba, nous réitérons l'appui à son programme de développement « Agenda 2063 et nous continuerons à honorer nos engagements de coopération.

Durant ce semestre, des progrès ont été faits dans la négociation de l'Accord de Dialogue Politique et de Coopération entre Cuba et l'Union Européenne, ainsi que dans nos relations bilatérales avec ses États membres. En février de l'année prochaine j'effectuerai une visite officielle en France pour réciproquer

celle qu'a effectuée à Cuba le président François Hollande.

Finalement, camarades:

Alors qu'il manque quelques heures pour arriver à la 58e année de la Révolution, je désire transmettre à tous les Cubains des félicitations méritées et la profonde conviction du fait que nous saurons relever n'importe quel défi dans notre effort pour construire un socialisme prospère et durable.

Je vous remercie

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/80460-raul-castro-reaffirme-que-cuba-nacceptera-jamais-des-conditions-portant-atteinte-a-sa-souverainete

Radio Habana Cuba